

JAPON ET CORÉE DU NORD

Les gouvernements devraient faire preuve d'ouverture en ce qui concerne la question des enlèvements forcés

Index AI : ASA 02/01/97

Les gouvernements du Japon et de la Corée du Nord se rencontrent pour organiser la visite dans leur pays de Japonaises mariées à des Nord-Coréens. Amnesty International profite de cette occasion pour appeler les autorités des deux pays à ne pas oublier une autre question humanitaire importante, à savoir celle des ressortissants japonais qui ont disparu au cours des dernières décennies et dont on pense qu'ils ont été enlevés et conduits de force en Corée du Nord.

« Les gouvernements du Japon, de la Corée du Nord et de la Corée du Sud devraient rendre publics tous les éléments dont ils disposent quant aux informations selon lesquelles au moins dix Japonais auraient été enlevés et emmenés en Corée du Nord au cours des vingt dernières années, a déclaré l'Organisation aujourd'hui (vendredi 5 septembre 1997). Par égard pour les victimes présumées et leur famille, ces gouvernements devraient maintenant révéler les informations primordiales qu'ils ont peut-être cachées jusqu'à présent. »

Durant les années 70 et 80, au moins dix ressortissants japonais, dont une jeune fille âgée de treize ans, auraient été enlevés par des agents nord-coréens et conduits en Corée du Nord. Aucun élément concret prouvant ces allégations n'a été rendu public, et certaines des informations relatives à ces faits proviennent de sources au sein des services de contre-espionnage sud-coréens, souvent partiales. La Corée du Nord a nié ces allégations.

Depuis de nombreuses années, les relations entre la Corée du Nord et le Japon ont été minées par l'affaire des enlèvements présumés et par le refus d'autoriser les épouses japonaises à se rendre au Japon. Des centaines de Japonaises mariées à des Nord-Coréens entre 1959 et 1982 n'ont jamais été autorisées par le gouvernement à se rendre dans leur pays pour rendre visite à leur famille. Un accord a été conclu entre les deux gouvernements en août 1997, et les premières visites au Japon d'épouses japonaises devraient commencer à la fin du mois de septembre.

Amnesty International ne dispose pas d'informations impartiales sur les enlèvements présumés et, en raison des restrictions imposées par le gouvernement de la Corée du Nord, elle n'a pas été autorisée à mener de recherches indépendantes dans ce pays |